

Argentine : qui est coupable de la crise économique ?

mardi 3 septembre 2019, par [WEISBROT Mark](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2019).

Que suppose t-on que nous devons déduire des résultats surprenants des primaires qui ont eu lieu en Argentine le 11 août 2019 qui ont secoué sondeurs et analystes de la même façon et ont agité les marchés financiers du pays ? Dans les élections primaires de l'élection présidentielle, en octobre, le candidat de l'opposition Alberto Fernández a battu le président Mauricio Macri par une marge inespérée de 15,6%.

La coalition de Fernández attribue sa victoire aux politiques économiques ratées de Macri, puisqu'elle le considère coupable de la crise économique, de la récession et de l'inflation élevée que le pays expérimente actuellement. De son côté, Macri affirme que la peur d'un gouvernement kirchneriste fut coupable de la turbulence financière après les élections, ainsi que les problèmes qui ont existé en matière économique depuis qu'il a pris ses fonctions il y a plus de trois ans et demi. L'actuel président argumente que les marchés et le peuple devraient craindre ce résultat.

Cette divergence n'est pas seulement l'objet d'un débat académique, et ce n'est pas non plus une situation exclusive à l'Argentine. C'est un dialogue récurrent, presque l'archétype qui surgit pendant les crises économiques qui découlent des conflits politiques. Ces dernières années, les dirigeants au pouvoir — au Royaume-Uni, en Espagne, en France, en Grèce et dans d'autres pays où les politiques économiques qui ont échouées se sont affrontées aux adversaires de centre gauche — ont utilisé le refrain de Macri comme une ligne d'attaque fréquente.

Les marchés financiers peuvent se troubler pour de nombreuses raisons, qui peuvent être peu claires ou aussi partir de perceptions erronées de la réalité. Dans le cas de l'Argentine, c'est la déroute électorale d'un gouvernement dont les politiques économiques ont échoué de manière évidente et une victoire pour les rivaux qui proviennent d'une période de croissance économique solide et largement partagée. Ceci n'est pas quelque chose d'inhérent de façon négative à l'économie.

Quand Macri dit « *kirchnerisme* », il se réfère aux politiques, aux sympathisants et aux gouvernements de la famille Kirchner, qui a gouverné de 2003 à 2015, d'abord avec Néstor Kirchner et après avec Cristina Fernández de Kirchner. Cristina est maintenant candidate comme collègue de formule du candidat présidentiel Alberto Fernández et c'est un leader prééminent de la coalition d'opposition, bien que cette coalition soit beaucoup plus grande et vaste que la base kirchneriste.

Depuis la perspective d'un économiste ou d'un spécialiste de science sociale, le motif par lequel nous devrions craindre le kirchnerisme n'est pas clair. Si les indicateurs économiques et sociaux les plus importants sont observés, les gouvernements des Kirchner ont été parmi les plus réussis de l'hémisphère occidentale.

Plusieurs [calculs indépendants](#) ont montré une diminution de 71% dans la pauvreté et de 81% dans la pauvreté extrême. Les gouvernements kirchneristes ont établi l'un des [programmes de transferts](#)

[monétaires](#) conditionnés pour les pauvres les plus vaste de l'Amérique Latine. Selon le *Fonds monétaire international* (FMI), le PIB a augmenté de [42%](#) par tête, presque trois fois plus que le taux mexicain. Le chômage fut réduit de plus de la moitié et l'inégalité économique a aussi diminué de manière considérable. Les douze ans pendants lesquels les Kirchner ont été au pouvoir ont vu d'importantes améliorations dans la qualité de la vie de la majorité des argentins, selon toute comparaison raisonnable.

La croissance économique a décliné dans les dernières années de la présidence de Cristina. Le gouvernement a commis quelques erreurs et aussi a pris un coup économique externe. Le [jugement d'un tribunal fédéral](#) d'appels à New York en 2012 — une décision que beaucoup ont considérée discutable et politique — a pris en otages plus de 90% des créanciers de l'Argentine pour les obliger à payer un petit groupe de fonds voutour qui a refusé de s'intégrer à la refonte de la dette menée au début de la décennie de 2000. Le gouvernement des États-Unis a bloqué les crédits des prêteurs internationaux, comme la *Banque Interaméricaine de Développement*, à une époque où l'économie avait besoin de l'échange de devises.

En contraste, pendant le mandat de Macri — qui a commencé en décembre 2015 — la [pauvreté a augmenté](#) de manière significative, le revenu par tête [est tombé](#) et le chômage a augmenté. Les taux d'intérêt à court terme se sont envolés de [32 à 75%](#) actuellement ; l'inflation est passée de 18 à 56%. La dette publique est passée de 53% à plus de [86%](#) du PIB.

En quoi cette crise économique et le mauvais développement est-il la responsabilité de sa prédécesseur ?

En 2018, Macri a signé un accord pour un prêt de [57.000 millions de dollars](#) : le sauvetage financier le plus grand dans l'histoire du FMI. [Le contrat du prêt](#), avec les révisions qui ont été faites depuis ce temps-là, détaillent les buts, la stratégie et l'exécution en termes économiques du gouvernement. Il y a beaucoup d'information disponible au public qui [expose ce qui a échoué](#).

La stratégie principale du programme était de restaurer la confiance des investisseurs au moyen d'une politique fiscale et monétaire plus stricte. Cependant, comme il est fréquemment arrivé dans le passé, ces mesures ont décéléré l'économie et ont détruit la confiance des investisseurs. Vers octobre 2018, les résultats étaient déjà bien pires de ce qu'avait pronostiqué le FMI. Le gouvernement et le FMI ont durci les politiques fiscales et monétaires, mais cela n'a servi à rien.

Le gouvernement a aussi gaspillé [plus de 16.000 millions](#) de dollars dans des tentatives manquées pour éviter que le peso décline et a augmenté en grande partie, le composant étranger le plus problématique de la dette publique. Le résultat a été une récession presque constante et une inflation élevée, en plus des taux d'intérêt extraordinaires, une dépréciation du poids, une instabilité financière et une énorme accumulation de dette publique. L'augmentation de la dette est particulièrement digne d'attention parce que Macri a hérité d'un bas niveau de dette publique.

Ironiquement, le FMI est connu en Argentine pour promouvoir des politiques égal d'irréalisables pendant [la crise de 1998 à 2002](#) (que l'on peut comparer à la Grande Dépression des États-Unis dans la décennie de trente). En effet, l'histoire se répète, bien que dans ce cas le FMI ait une plus forte alliance avec le gouvernement que celui d'il y a vingt ans.

Les candidats Fernández —Alberto et Cristina — auront à ébaucher comment ils pensent sortir de cette catastrophe. Ils peuvent expliquer comment l'Argentine s'est remise d'une crise économique beaucoup plus sévère, avec un taux de chômage de plus du double que maintenant et où des millions de personnes de classe moyenne antérieurement étaient tombés dans la pauvreté. Ils peuvent assurer les prêteurs qu'il n'existe pas de raison de ne pas respecter la dette publique aujourd'hui,

comment cela a été fait dans le passé, bien qu'alors il était complètement impossible de la payer. Cependant, aussi comme en 2003, l'économie ne peut pas être relancée sous les conditions convenues avec le FMI, donc il faudra renégocier.

Des millions d'argentins se souviennent de la dernière dépression et le [rôle](#) que le FMI a joué. Beaucoup aussi se rappellent de l'amélioration rapide qui a existé dans la vie des gens au long de la décennie suivante. Cette mémoire et conscience collective vont peut être maintenant déterminer le résultat de ce débat récurrent sur l'économie et, avec cela, l'élection générale du [27 octobre](#) et probablement en grande partie l'avenir de l'Argentine.

Mark Weisbrot

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Mark Weisbrot ALAI, 22/08/2019

<http://alter.quebec/argentine-qui-est-coupable-de-la-crise-economique/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)